



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**EDITION SPECIALE n° 24 du 5 juillet 2007**

## **Le recueil peut être consulté :**

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 6 juillet 2007

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	345
---------------------------------------	-----

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b> .....	<b>345</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES</b> .....	<b>345</b>
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières .....	345
Arrêté n° 07.BMSSE.22 du 29 juin 2007 portant délégation de suppléance à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville .....	345
Arrêté n° 07.BMSSE.24 du 4 juillet 2007 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est .....	345
Arrêté n° 07.BMSSE.25 du 4 juillet 2007 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie .....	346

## ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières***Arrêté n° 07.BMSSE.22 du 29 juin 2007 portant délégation de suppléance à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRÊTE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle les samedi 7 juillet et dimanche 8 juillet 2007 conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul et à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 29 juin 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté n° 07.BMSSE.24 du 4 juillet 2007 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code général de la Propriété des personnes publiques ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code des marchés publics ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;

Vu la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;

Vu le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

Vu le décret n°69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;

Vu le décret n°70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;

Vu le décret n°70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;

Vu le décret n°71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports

de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;

Vu le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;

Vu le décret n°76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;

Vu le décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n°95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et modifiant le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n°95-1205 du 6 novembre 1995 approuvant le modèle de règlement d'eau des entreprises autorisées à utiliser l'énergie électrique

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer du 11 octobre 2005, nommant M. Jean-Philippe MORETAU en qualité de chef du service de la navigation du Nord-Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.08 du 28 mars 2007, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est ; Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRÊTE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe Morétau, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

- 1 - Gestion du domaine public fluvial :
  - Occupations temporaires.
  - Travaux sur les voies d'eau domaniales :
    - . prise en considération ;
    - . ouverture de l'enquête ;
    - . autorisation.
  - Outillages publics, ports de plaisance :
    - . prise en considération du projet ;
    - . ouverture de l'enquête ;
    - . approbation de l'acte de concession.
  - Outillages privés avec obligation de service public :
    - . instruction de la demande, ouverture de l'enquête ;
    - . délivrance de l'autorisation.
  - Commission permanente d'enquête :
    - . nomination des membres.
  - Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :
    - . affichage et consultation de la commission permanente d'enquête ;
    - . opposition éventuelle dans le cas de modification.
  - Extractions de matériaux :
    - . attestation de fin d'instruction domaniale.
  - Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutilisés.
  - Transfert de gestion et superposition d'affectations :
    - . signature de la convention.
  - Échange et acquisition de terrain.
  - Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
  - Déclassement de cours d'eau :
    - . envoi des propositions à l'administration centrale ;
    - . consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
  - Radiations des voies d'eau :
    - . envoi des propositions à l'administration centrale ;
    - . consultations des services.

- Concessions de voies d'eau :
    - . envoi des propositions à l'administration centrale ;
    - . consultations des services.
  - Affermage des produits de franc bord.
  - 2 - Police de l'eau et des milieux aquatiques :
    - Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) ;
    - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;
    - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;
    - Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;
    - Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;
    - Délits de pêche :
      - . proposition de transaction auprès du procureur de la République
      - . transmission des procès-verbaux au procureur de la République
    - Interdiction temporaire de la pêche.
    - Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)
    - Représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré
  - 3 - Règlements de police et de navigation :
    - Règlements particuliers de police.
    - Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure
    - Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure
    - Circulation sur les chemins de halage, autorisations et interdictions
    - Contravention à la police de la navigation :
      - . instruction des procès-verbaux ;
      - . transmission au Procureur de la République des procès-verbaux.
    - Représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.
  - 4 - Procédure d'expropriation :
    - Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.
    - Levée des plans et recherche des propriétaires.
    - Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.
  - 5 - Contentieux de la contravention de grande voirie :
    - Notification des procès-verbaux.
    - Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie.
    - Transactions
    - Notification et exécution des jugements.
    - Représentation de l'ETAT devant les Tribunaux administratifs en première instance
  - 6 - Pêche :
    - Affermage de la pêche ;
  - 7 - Chasse :
    - Affermage de la chasse au gibier d'eau.
    - Délit de chasse sur le domaine public fluvial :
      - . autorisation de transaction ;
      - . transmission des procès-verbaux au procureur de la République.
- Art. 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MORETAU, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera exercée dans la limite de ses attributions par Monsieur Jean Abèle, directeur adjoint, ingénieur divisionnaire des TPE.
- Art. 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Abèle, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera exercée dans la limite de leurs compétences respectives par :
- Monsieur Dominique Bourdelon, attaché principal des services déconcentrés, secrétaire général,
  - Monsieur Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, responsable de l'arrondissement entretien/exploitation,
  - Monsieur Philippe Lefranc, ingénieur divisionnaire des TPE, responsable de l'arrondissement eau environnement.
- Art. 4 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :
- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres (cabinet),
  - 3°) aux parlementaires,
  - 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy
- Art. 5 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition
- Art. 6 :** Le présent arrêté abroge l'arrêté n°07.BMSSE.08 du 28 mars 2007.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur du service Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Arrêté n° 07.BMSSE.25 du 4 juillet 2007 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n°73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;  
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté du ministère, des transports, de l'équipement du Tourisme et de la Mer en date du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;  
Vu l'arrêté n°06.BMSSE.21 du 11 août 2006 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R Ê T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à, Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MORETAU délégation est donnée à :

- Monsieur Jean ABELE, adjoint au chef du service de la navigation du Nord-Est,
- Monsieur Dominique BOURDELON, Secrétaire général,
- Monsieur Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement Entretien/Exploitation,
- Madame Gabrielle HEMBERGER, responsable de l'unité Exploitation/Réglementation,
- Monsieur André MAGNIER, responsable de l'arrondissement Études et Grands Travaux,
- Monsieur Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement Eau/Environnement,
- Monsieur Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement Développement,
- Monsieur Daniel TABUTIAUX, responsable de la subdivision de Nancy,
- Monsieur Didier GAILLARD, adjoint, affaires générales, au responsable de la subdivision de Nancy
- Monsieur Jean-François MORICEAU, responsable de la subdivision de Toul et de la subdivision de Pont-à-Mousson, par intérim,
- Monsieur Jean-Yves HELLE, adjoint au responsable de la subdivision de Toul,
- Monsieur Luc VUIDART, adjoint au responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle,

**Art. 3 :** Le présent arrêté abroge l'arrêté n°06.BMSSE.21 du 11 août 2006.

**Art. 4 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

Nancy, le 4 juillet 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

